Völkerbund

1.) Ankündigung des Austritts aus dem Völkerbund durch Japan und das Deutsche Reich

Die japanische Regierung hat durch ein Telegramm vom 27. März 1933 an den Generalsekretär des Völkerbundes ihre Absicht mitgeteilt, gemäß Art. 1 Abs. 3 des Paktes aus dem Völkerbunde auszuschcheiden ¹⁾. Die Erklärung wird von einer ausführlichen Begründung begleitet, die sich gegen die tatsächlichen und rechtlichen Feststellungen des von der Versammlung angenommenen Berichtes über den japanisch-chinesischen Streit vom 24. Februar 1933 ²⁾ richtet ³⁾.

Am 19. Oktober 1933 ist die Ankündigung des Austritts Deutschlands gefolgt. Nach dem Ausscheiden dieser beiden Staaten gehören somit von den sieben großen Mächten nur noch drei dem Völkerbunde an. Im Gegensatz zu der japanischen Erklärung ist in die deutsche Ankündigung eine Begründung nicht aufgenommen worden ⁴⁾.

Die japanische Kündigungserklärung ist die fünfte, die deutsche die sechste ihrer Art. Durch Erklärung vom 24. Februar 1924 hatte Costa-Rica ⁵⁾ und durch Erklärung vom 14. Juni 1926 Brasilien ⁶⁾ die Mitgliedschaft gekündigt. Die Erklärung Costa Rica's wurde ohne Begründung abgegeben, die Begründung der Kündigung Brasiliens ist in der früheren Erklärung vom 10. Juni 1926 über den Verzicht Brasiliens auf seinen Ratssitz enthalten, in der die Kündigung bereits in Aussicht gestellt war ⁷⁾. Beide Staaten sind nach Ablauf der zweijährigen Frist ausgeschieden. Dagegen hat Spanien seine unter dem 8. September 1926 ausgesprochene Kündigung ⁸⁾ später zurückgenommen ⁹⁾. Ähnlich liegt es mit der Kündigung durch die mexikanische Regierung vom 3. Dezember 1932 ¹⁰⁾. Einer Pressenachricht zufolge ¹¹⁾ hat die mexikanische Regierung dem Generalsekretär gegenüber erklärt, Mitglied des Völkerbundes bleiben zu wollen.

¹⁾ Über die Vorgeschichte und weitere Einzelheiten vgl. Pacific Affairs, April—Mai 1933, S. 203 ff.

²⁾ Journal Officiel suppl. spéc. No. 112 p. 56.

³⁾ Über die Frage der Rückwirkung des Ausscheidens Japans aus dem Völkerbund auf die Japan anvertrauten Völkerbundsmandate s. Evans, Am. Journ. of Int. Law 1933 S. 140; für die japanische Argumentation vgl. Köln. Zeitung v. 28. Jan. 1933, Nr. 55; Japan Advertiser Nr. 13, 348 v. 6. Febr. 1933, Nr. 13, 393 v. 24. März u. Nr. 13, 394 v. 25. März 1933. New York Times Nr. 27, 427 v. 26. Febr. 1933; Neue Zürcher Ztg. Nr. 610 v. 5. Apr. 1933; The Times, v. 3. Apr. 1933.

⁴⁾ Vgl. dafür Aufruf der Reichsregierung vom 14. Okt. 1933, Zeitschr. »Deutsches Recht« 1933, S. 161; Rede des Reichsministers des Auswärtigen, Freiherrn v. Neurath, im Deutschen Club, am 6. Nov. 1933, in »Völkerbund«, Nr. 78, v. 10. Nov. 1933.

⁵⁾ Résumé Mensuel des Travaux de la S. d. N., 1925, p. 8.

⁶⁾ Ibid. 1926, p. 143.

⁷⁾ Journ. Off. 1926, p. 1003.

⁸⁾ Journ. Off. 1926, p. 1528.

⁹⁾ Journ. Off. 1928, p. 603.

¹⁰⁾ Journ. Off. 1933, p. 395.

¹¹⁾ League of Nations Chronicle, July 1933 p. 5.

I. Telegramm der japanischen Regierung vom 27. März 1933 an den Generalsekretär des Völkerbundes, enthaltend die Ankündigung des Austritts Japans aus dem Völkerbund¹²⁾.

(Traduction.)

Le Gouvernement japonais estime que la politique nationale du Japon, qui a pour objet d'assurer la paix de l'Orient et de contribuer ainsi à la paix du monde entier, est identique, dans son esprit, à la mission de la Société des Nations, qui est de réaliser la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi ce pays a toujours été heureux, en sa qualité de Membre originaire de la Société et de Membre permanent de son Conseil, de collaborer pleinement, depuis treize ans, avec les autres Membres, à la réalisation de ce haut idéal. C'est un fait historique que le Japon a constamment participé aux diverses activités de la Société avec un zèle égal à celui de n'importe quelle autre nation. D'autre part, le Gouvernement japonais a toujours été et reste convaincu que, pour rendre possible le maintien de la paix dans les diverses régions du monde, il est nécessaire, dans les circonstances actuelles, de donner au Pacte de la Société des Nations une application qui varie selon les conditions réelles existant dans chacune de ces régions. C'est seulement en suivant ce principe juste et équitable que la Société peut remplir sa mission et augmenter son influence.

C'est cette conviction qui a amené le Gouvernement japonais, depuis que le conflit sino-japonais a été soumis à la Société, en septembre 1931, à soutenir constamment lors des réunions de la Société et en d'autres occasions, un point de vue qui en est la conséquence logique, à savoir que, pour régler la question avec justice et équité, contribuer vraiment au rétablissement de la paix en Orient et augmenter ainsi son prestige, la Société devait se rendre pleinement compte de la situation réelle de cette partie du monde et appliquer le Pacte de la Société conformément à cette situation. Le Gouvernement japonais a, à maintes reprises, attiré l'attention et insisté sur l'absolue nécessité de prendre en considération le fait que la Chine n'est pas un Etat organisé, que sa situation intérieure et ses relations extérieures sont caractérisées par une confusion et une complexité extrêmes, ainsi que par de nombreux éléments anormaux et exceptionnels, et qu'en conséquence, les principes et les usages généraux du droit international qui régissent les rapports ordinaires entre les nations se trouvent être considérablement modifiés dans leur application en ce qui concerne la Chine, ce qui explique les pratiques internationales tout à fait anormales et uniques qui sont en vigueur dans ce pays.

Or, la majorité des Membres de la Société s'est montrée incapable, au cours des délibérations des dix-sept derniers mois, soit de comprendre ces réalités, soit de les visager et d'en tenir dûment compte. Au surplus, ces délibérations ont fréquemment montré qu'il existe de sérieuses divergences d'opinions entre le Japon et les Puissances en question, au sujet de l'application et même de l'interprétation de divers engagements ou obligations d'ordre international, y compris le Pacte de la Société et les principes du droit international. C'est pourquoi le rapport adopté par l'Assemblée à la session extraordinaire du 24 février dernier^{*)}, qui méconnaît entièrement l'esprit du Japon, uniquement animé du désir de maintenir la paix en Orient, contient de graves erreurs, aussi bien dans la constatation des faits que dans

¹²⁾ Journ. Off. 1933, p. 657; vgl. Europe Nouvelle 1933 p. 311; Europ. Gespr. 1933 S. 93.

^{*)} Voir *Journal Officiel*, supplément spécial Nr. 112, p. 56.

les conclusions qui en sont tirées. En affirmant que l'action de l'armée japonaise, lors de l'incident du 18 septembre et plus tard, ne saurait être considérée comme une action de légitime défense, le rapport n'a donné aucun motif à l'appui de cette affirmation et a abouti à une conclusion arbitraire; de même, en méconnaissant l'état de tension qui avait précédé l'incident en question et les diverses aggravations qui l'avaient suivi et dont la Chine est entièrement responsable, le rapport crée une nouvelle source de conflit dans l'arène politique de l'Orient. En refusant de reconnaître les circonstances réelles qui ont abouti à la création du Mandchoukuo et en tentant de contester l'attitude adoptée par le Japon en reconnaissant le nouvel Etat, le rapport met obstacle à la stabilisation de la situation en Extrême-Orient. De même, les dispositions contenues dans ses recommandations ne pourront jamais, ainsi que l'expose en détail le mémorandum du Gouvernement japonais du 25 février dernier *), contribuer en aucune manière à l'établissement d'une paix durable dans ces régions.

Il faut donc conclure qu'en cherchant à résoudre la question, la majorité des Membres de la Société a attaché plus d'importance à des formules inapplicables qu'au véritable devoir d'assurer la paix et s'est employée plutôt à faire triompher les thèses académiques qu'à détruire les germes de conflits futurs. C'est pourquoi et en raison des profondes divergences d'opinions qui existent entre le Japon et la majorité des Membres de la Société, au sujet de l'interprétation du Pacte et des autres traités, le Gouvernement japonais a été amené à se rendre compte qu'une inconciliable divergence de vues séparait le Japon de la Société sur la politique de paix, spécialement en ce qui concerne les principes fondamentaux à suivre pour établir une paix durable en Extrême-Orient. Le Gouvernement japonais, convaincu de l'impossibilité de continuer une collaboration dans ces circonstances, donne, par la présente, le préavis, prévu par les dispositions de l'article 1, paragraphe 3, du Pacte, de l'intention du Japon de se retirer de la Société des Nations.

Le Ministre des Affaires étrangères du Japon,

(Signé) Comte Yasuya UCHIDA.

2. Antwort des Generalsekretärs vom 27. März 1933.

Le Secrétaire général de la Société des Nations a l'honneur d'accuser réception du télégramme du Ministre des Affaires étrangères du Japon, en date du 27 mars.

A la fin dudit télégramme, le Gouvernement japonais donne le préavis de retrait de la Société prévu par les dispositions de l'article 1, paragraphe 3, du Pacte, qui est ainsi conçu:

«Tout Membre de la Société peut, après un préavis de deux ans, se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales, y compris celles du présent Pacte.»

Le Secrétaire général ne manquera pas de communiquer immédiatement aux Membres de la Société le télégramme du Gouvernement japonais, ainsi que sa réponse.

Le Secrétaire général,

(Signé) DRUMMOND.

*) Voir *Journal Officiel*, supplément spécial Nr. 112, p. 90.

3. Schreiben des Reichsministers des Auswärtigen an den Generalsekretär des Völkerbundes vom 19. Oktober 1933.

Herr Generalsekretär!

Namens der Deutschen Regierung beehre ich mich Ihnen mitzuteilen daß Deutschland hiermit seinen Austritt aus dem Völkerbund gemäß Artikel 1 Absatz 3 der Satzung erklärt.

Genehmigen Sie, etc.

gez. von NEURATH.

4. Antwort des Generalsekretärs vom 21. Oktober 1933.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée le 19 octobre 1933, au nom du Gouvernement allemand, et de laquelle il résulte que l'Allemagne donne le préavis de retrait de la Société des Nations prévu par l'article I, paragraphe 3, du Pacte, qui est ainsi conçu:

«Tout Membre de la Société peut, après un préavis de deux ans, se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales, y compris celles du présent Pacte.»

Je ne manquerai pas de communiquer immédiatement aux Membres de la Société ladite lettre, ainsi que la présente réponse.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire général
(Signé) J. AVENOL

2.) Die neue Geschäftsordnung des Völkerbundsrates vom 26. Mai 1933¹⁾

Die erste Geschäftsordnung des Völkerbundsrates wurde auf der 5. Tagung, am 17. Mai 1920, angenommen. (Journ Off. 1920, p. 272. s. s.) Sie trat, mit Ausnahme des Art. 4, sofort in Kraft. In Art. 4 war vorgesehen, daß der Präsident und der Vizepräsident in geheimer Abstimmung mit Mehrheitsbeschluß gewählt werden und nicht wieder wählbar seien. In der Sitzung vom 18. Dezember 1920²⁾ beschloß der Rat — statt dessen das von Anfang an geübte Verfahren beizubehalten, nach dem die Ratsmitglieder das Präsidium abwechselnd ausübten — und in Zukunft hierbei ihre alphabetische Reihenfolge nach französischer Benennung zu Grunde zu legen. Diese Regelung ist in das neue Reglement (Art. 4) übernommen worden.

Auch andere Bestimmungen der Geschäftsordnung gewannen kein rechtes Leben. Die Praxis des Rates entwickelte einen gewissen Bestand an Verfahrensregeln, die Artikel der Geschäftsordnung blieben zum großen Teil toter Buchstabe³⁾. Am 24. Januar 1933 wurde ein Ausschuß aus den Vertretern Italiens, Guatemalas und Norwegens gebildet. Dieser sollte nach den Worten des Berichterstatters, des Italieners Baron Aloisi, »élaborer un

¹⁾ Journ. Off. 1933, S. 900 ff.; auch als selbständige Drucksache erschienen: C. 393. M. 200, 1933. V; S. d. N. Publ. 1933. V. 4.

²⁾ S. d. N. Proc. verb. du Conseil, 11^e Sess., p. 41.

³⁾ Vgl. Ottlik, Annuaire de la S. d. N., 1931, p. 98; Schücking-Wehberg, die Satzung des VB., 3. Aufl. S. 500 ff.; Morley, The Society of Nations, 1932, S. 390 ff.